

6F5555

POULETS, circulez!

D'ÉVALANT de la rue de Bourgoine, remontant le boulevard Saint-Germain, envahissant les quais, la foule enserrée l'édifice. Silencieuse, fébrile, compacte! Le vent de la colère fait osciller les têtes que les képis argentés dominent. Sur la terrasse du Palais-Bourbon, attirés par la rumeur de la rue, quelques parlementaires, la mine inquiète, contemplant l'attroupe-

ment. Ouvrez les portes, si vous n'êtes pas des dégonflés! Les portes restent closes. Un député communiste hurle: « Mort aux vaches! » On est loin du slogan: « La police avec nous. »

par Maurice JOYEUX

Une clameur monte vers le Palais de la Souveraineté nationale: « Lafay au pouvoir! Dides avec nous! Mort aux juifs! » Ce sont les gardiens de l'ordre qui manifestent. Pour leur salaire, peut-être? Pour renverser la gueuse et jeter par-dessus le parapet les parlementaires pourris? Certainement.

Dernière les janissaires qui montent à l'assaut du Palais, on voit se dessiner l'ombre de Le Pen, de Biaggi, de Tixier-Vignancour et, épouvantés, les députés s'aperçoivent que la police et en particulier ses hauts fonctionnaires, sont noyautés par les groupes fascistes. Il a fallu pour cela que, débordant une manifestation qui avait pour but une augmentation de salaire, les groupes organisés par l'ex-préfet Baylet tiennent le pavé sans aucune opposition. Pourtant, la collision des troupes fascistes avec la police n'est plus à démontrer. Depuis deux ans, Le Pen, sous la protection des flèches multiples ses protestations. Nous l'avons vu jeter une grenade dans une réunion pacifiste, attaquer des étudiants, matraquer des travailleurs à la sortie d'une réunion publique. Dernièrement, au cours d'une réunion électorale où notre groupe Louise Michel était allé porter la contradiction au candidat réactionnaire Thomas, la même équipe assommait notre camarade Suzy sous l'œil indifférent de la police.

La colère de la police parisienne s'explique. Le gouvernement la lance contre toutes les manifestations qui mettaient en cause sa politique algérienne, tout en laissant les réunions d'extrême droite se dérouler sans aucune opposition. Elle a d'autant plus été fidèle que ses consignes coïncidaient avec ses aspirations les plus secrètes. Aujourd'hui, elle réclame son salaire et aspire à un gouvernement qui lui permettra de régner sur le pays associé aux organisations fascistes reconstituées.

... Dide au Pouvoir! nous reviendrons! hurlaient les manifestants en corrigeant quelques-uns des hauts fonctionnaires de la police qui tentaient de les calmer. Parbleu! Bien sûr qu'ils reviendront! pour créer le désordre, imposer un régime fort, mater le monde du travail. Ils reviendront en brillant leur mot d'ordre qui est celui de tous les fascistes: « Mort aux juifs! »

Ils reviendront place de la Concorde où le souverain de leurs anciens les attend! Mais, devant la barrière, remontant les faubourgs, les travailleurs des usines et des chantiers, eux aussi, reviendront. Nous serons à leur côté et ce jour-là la ficaille et le fascisme « circuleront »!

le monde libertaire

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

MENSUEL. — N° 37. — AVRIL 1958.

PRIX : 30 FRANCS

3, rue Ternaux, PARIS 11^e

Les bouffons de la République

J'ADIS, chaque monarque entretenait près de lui un être difforme et amusant, dont la tâche était de divertir son auguste maître par ses cabrioles et ses mots d'esprit.

Ce personnage s'appelait le Bouffon du Roi.

Les rois ont disparu, mais les bouffons demeurent. Ils se comptent aujourd'hui par centaines. Malheureusement, s'ils sont encore parfois difformes, ils ont cessé d'être spirituels.

On les appelle les Représentants du Peuple.

Ce sont les Bouffons de la République.

Ecrivain ceci, je songe à la sinistre comédie qui se joue en ce moment au théâtre Bourbon, avec, pour toile de fond, le décor Algérie et, tapés dans le trou du souffleur, messieurs Bons Officiers.

Jamais peut-être l'inconscience et la bêtise, la peur et le lâcheté n'ont à ce point submergé la Grande Maison Close où cogitent les quelques six cents Prosper de la prodigieuse Marianne.

Inconscience et bêtise du plus grand nombre, des socialistes aux pondésistes en passant par la double brochette des radicaux, les culs bénis du M.R.P., les culs terreux de salons mondains, dits « indépendants » et « paysans », sans oublier les orphelins du grand

Charles. Ils sont bien quatre cents ainsi qui, les yeux fermés sur la réalité, s'extorquent à longueur de jour du slogan « Algérie Française » à la ma-

battent dans le délire patriotique de leurs amis comme des mouches dans la glu.

Car si la vaillante cohorte des Dupont ou Durand, anonymes députés de Trochuilly-Oies et autres Clochemerle sentent se hérissier leurs foies tricolores et frémir leurs tripes républicaines à la seule pensée que la France Eternelle pourrait « perdre » l'Algérie, ni les Gaillard, ni les Pineau, ni les Faure, ni les Plevin et autres Plevin ne peuvent conserver la moindre illusion.

par Maurice FAYOLLE

Ceux-là savent QUE L'ALGERIE EST D'ORES ET DEJA PERDUE.

Ils le savent parce que M. Murphy s'est déplacé spécialement de Washington pour venir le leur apprendre.

Ils le savent parce qu'ils n'ignorent pas que la conjoncture politique, économique, financière, diplomatique et internationale ne permettra pas encore longtemps à la France

de jouer au petit soldat de 1870.

Ils le savent et s'inquiètent, parce qu'ils leur faudra jouer demain les rôles peu glorieux de liquidateurs.

Ils le savent... mais ils se taisent. Ils se taisent parce qu'ils n'ont pas à éléver la voix devant les vociférations hystéro-patriotiques des Lacoste, des Soustelle, des Le Pen, des Duchet, des Biaggi, des Bidault et consorts. Ils se taisent, tremblants, devant la catastrophe qui s'approche, mais impuissants à la prévenir, pris au piège qu'ils ont eux-mêmes tendu.

APRES TROIS ANS 1/2

D'HOSITALITES

EN ALGERIE

59.000 insurgés tués; 42.000 prisonniers; 5.860 Français tués; 11.000 blessés. En outre 28.600 civils musulmans ou européens tués, blessés ou enlevés.

(Gazette de Lausanne, 10-3-58).

Alors, les bouffons s'agitent, se débattent, cabriolent, disloquent, avancent, reculent, courent en tous sens, éperdus comme des rats enjûmés cherchant une issue.

Pour calmer les hystériques, ils ébranlent la Presse, saisissent les journaux, violent la liberté, étouffent la vérité, peuplent les camps, libèrent les prisonniers aux tortionnaires et de la chair fraîche, aux charniers algériens. Quitte, ensuite, à laisser aux parents le soin d'enterrer leur fils « mort au Champ d'Honneur » (1).

Mais, sachant que cela ne résoudra rien, les grands bouffons cherchent une issue. Publiquement ils affichent une critique masquée, en secret, ils écoutent des voix. Des voix qui ne viennent pas du ciel...

Alors, inspiré par son patron, Monet, lui-même inspiré par Washington, Gaillard lance la « grande » idée d'un pacte méditerranéen où seraient inclus le Maroc, la Tunisie, l'Al-

(Suite page 2)

(1) Ainsi que l'a révélé une récente émission de Radio-Luxembourg au cours de laquelle le bouffon Chaban-Delmas s'est, une fois de plus, couvert de ridicule et d'odieus.

EDITO

LES manifestations publiques interdites, les journaux séisés, le plomb d'un livre détruit chez l'imprimeur! Le ministère de M. Gaillard gouverne!... Tout au moins il le croit! En réalité écartelé entre les partis aux intérêts divers et que dominent des oligarchies obscures, épouvanté par les aventuriers qui rêvent de tracer leur sillon à travers l'Algérie sanglante, empêtré dans ses promesses, ses mensonges, ses crimes, le ministère Gaillard agonise. Et comme l'ont fait avant lui les gouvernements faibles qui sentent dans leur dos le mufle du dictateur et qui voient devant eux monter la colère populaire, le ministère Gaillard s'en prend à la presse, essaye de la juguler, se laisse tenter par l'espoir imbécile de faire taire l'opposition. D'autres politiciens, d'une densité supérieure à celle du jeune Gaillard, s'y sont déjà essayés, ils ont été balayés soit par la dictature à laquelle ils avaient fait le lit, soit par la colère populaire et l'équipe hybride de politiciens roublards qui l'enferment jusqu'à l'étouffer, ne la protégera pas de ce lot commun aux grands bourgeois conservateurs qui au siècle dernier furent chassés par le sabre ou par la barricade.

Ce gouvernement qui se survit est déjà du passé. Derrière lui des forces plus dangereuses pointent. Le fascisme relève la tête. Un fascisme qui ne prend pas la forme d'un parti mais qui s'introduit au sein de tous les partis, les corrompt, les vide de leur contenu idéologique, les prépare à cette grande « réconciliation » nationale, prélude aux suppressions, aux emprisonnements, aux tortures, aux carnages, dont se nourrit le régime totalitaire. Un fascisme qui a pénétré parmi les rouages de l'Etat, de la police, de l'armée de métier. Un fascisme qui se reconnaît à travers Lacoste, Morice, Legendre, Tixier-Vignancour, Le Pen et quelques autres. Un fascisme qui ressemble à s'y méprendre à celui que les Déat, les Laval, les Pétain, les Bonnet mijotaient à l'ombre de la troisième République, couverts par l'étiquette de leurs partis respectifs.

Le temps du mépris est passé, celui de la vigilance commence! La liberté de la presse est un test infallible. Hitler, Franco, Pétain, Staline... Tous ont brûlé le livre,

L'Internationale et la Commune

UNE date : 18 mars 1871... « Date exceptionnelle dans les annales des révolutions... c'est le peuple grand audace et de courage qui se soulève contre tout ce qui est injuste »; ces mêmes ouvriers parisiens que Karl Marx se plaisait à qualifier « d'ignorants, vaniteux, arrogants, bavards, emphatiques, enflés... fortement attachés à toutes les vieilleries » parvenaient à se rendre maîtres de Paris et proclamaient la Commune.

La Commune de Paris fut une assemblée hétérogène et passionnée; elle comptait dix-sept membres de l'Internationale tous syndicalistes proudhoniens, aussi les tendances blanquistes et jacobines qui se manifestaient au sein de l'assemblée communaliste ne laissaient pas eux de les heurter.

Entre les partisans d'une action dictatorialiste et les militants des organisations prolétariennes naissantes, l'accord ne pouvait guère se réaliser et chacun sait que l'union ne se réalisa que durant « la terrible semaine de mai » sur un fond de décor de feu et de sang, dans la mort.

Une des premières réalisations de la Commune fut de confier les différents domaines du pouvoir public à des commissions; c'est ainsi que les internationalistes seigneurs des anarcho-syndicalistes, exclusivement dans des domaines économiques, où ils arrivèrent à des réalisations remarquables (comme Thelz dans les Postes, Avrial et Varlin à l'Intendance).

A la commission du Travail et de l'Echange (première de l'influence proudhonienne), ils créèrent une commission d'initiative composée de délégués des Syndicats et Unions d'ouvriers, organisant le travail de telle sorte que, dans la mesure des circonstances, elle avait fait tout ce qu'elle avait pu et qu'elle n'avait aboré aucune affaire qui ne fut réalisable.

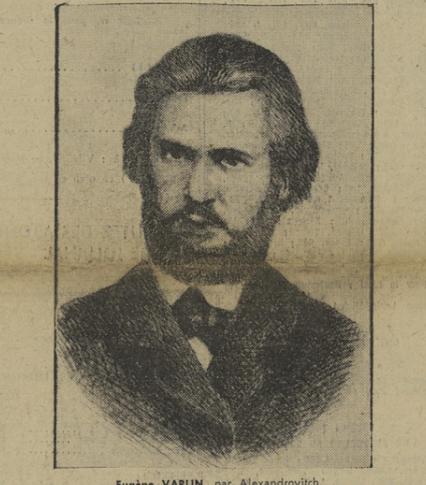
En conclusion de ce trop bref rappel de l'œuvre des internationalistes proudhoniens, Bakounine dans « L'Internationale » de James Guillaume a porté le jugement suivant: « C'étaient (les proudhoniens) des hommes dont le zèle ardent, le dévouement et la bonne foi n'ont jamais pu être mis en doute par aucun de ceux qui les ont approchés (...), ils avaient d'ailleurs cette conviction que, dans

baillonné le journaliste, prostitué l'information. Leurs successeurs savent que la presse est une arme incomparable. Ils font pression sur Gaillard pour l'obliger à l'asservir ou à l'étrangler.

On peut faire des réserves sur la presse d'opposition qui aujourd'hui est menacée de disparaître. Trop souvent, par crainte ou par veulerie elle a couvert l'abominable régime de dictature en Russie. Pourtant la présence de cette presse est indispensable. Sa disparition entraînerait la disparition de toute la presse ouvrière.

Si les travailleurs manuels et intellectuels veulent rester libres et continuer le combat il faut qu'ils se dressent contre la censure. Il n'est pas de tâche qui actuelle-ment soit plus urgente.

ML



Eugène VARLIN, par Alexandrovitch

Le monde libre par

J'ETONS d'abord un regard sur la façon dont les gens obtiennent les choses dont ils ont besoin. C'est, depuis les temps les plus reculés, par la division du travail. Au lieu de se suffire à eux-mêmes, au lieu de vivre jalousement dans un coin de terre soigneusement barricadée, l'individu se spécialise, mixte le clan, la tribu, se bornent à produire une certaine catégorie d'objets, ou de fournir un certain travail qu'ils échangeront ensuite contre les produits du travail des autres. Ainsi la production totale de l'homme augmente énormément grâce à cette division du travail. Plus les hommes se spécialisent, plus ils sont différemment habiles ou capables; plus les climats ou les régions où s'exerce leur activité sont variés, et plus la production totale augmente, mais ils sont servis et par suite plus leur niveau de vie a de chance de s'élever, surtout si la répartition des biens est faite selon des principes égaux.

Comprendre ainsi l'économie, sur ce point particulier, est on ne peut plus simple. C'est à la portée de tout homme d'intelligence ordinaire même de celui qu'on nomme l'idiot du village. Or, il faut le constater, en lisant les gros volumes de certains de nos maîtres des facultés, en écoutant les discours de nos dirigeants, que ce merveilleux système de la division du travail, cette règle d'or de la prospérité, est perimé; et que maintenant le premier devoir d'une nation est de se rendre indépendante sur le terrain économique pour l'être par surcroît sur le terrain politique. On va même jusqu'à affirmer qu'un pays ne peut être libre que dans la mesure où économiquement parlant il peut se passer de l'étranger. Autrement dit, l'autarcie serait un idéal.

L'autarcie, idéal économique d'un peuple! Quelle erreur. Et ce qui est plus grave, même tragique, c'est que cette erreur est ancrée si profondément dans tous les cerveaux qu'il est presque vain d'essayer de l'extirper.

chassés, de l'argent, des crédits, des vivres pour faire marcher leur économie, payer leurs fonctionnaires, secourir leurs chômeurs, et, ce qui est le comble, même des armes pour se défendre (?) La famine règne à Java, dans les Indes, des dizaines de milliers de chômeurs ont faim en Tunisie, au Maroc. Ces peuples devaient-ils donc rester sous le joug de leurs exploitateurs? Certes non! Mais ceux qui lancent tous les slogans trompeurs à caractère nationaliste, racial, religieux dans le but de libérer ces populations désespérées sont peut-être sincères, mais ils ne comprennent malheureusement rien au mécanisme des échanges et raisonnent comme aux temps du rouet, du chariot ou de la lampe à huile, ou à l'époque où il fallait plusieurs mois pour traverser l'Europe et des années pour traverser le monde. Toute la terre est plus petite que la France au temps de Louis XIV. Aujourd'hui, ces temps sont révolus: le progrès technique, la facilité de produire et de déplacer, l'automatisme, condamnent l'homme à l'interdépendance, au libre-échange, à la libre circulation des gens, à l'universelle solidarité. Toute frontière de quelque nature qu'elle soit est un anachronisme,

cocon, de laine, notre linge de corps, nos chaussures, etc. et de matières premières, quantité de machines-outils, de produits semi-finis, tout cela nous provient de l'étranger ou est fabriqué chez nous avec des produits en partie de provenance étrangère. On peut affirmer sans se tromper que parmi les 45 millions de Français, pas un seul ne peut dire: je ne consume, je n'utilise que des produits français. Le slogan: « achetez français » est absurde et relève de l'ignorance et du préjugé.

Des économistes sérieux — il y en a encore, heureusement — affirment qu'une autarcie complète provoquerait une misère telle que le sacrifice de millions de vies humaines en serait la conséquence, particulièrement en Europe. En France, où l'on exporte 25 à 40% de notre production dans certaines industries, si l'on tentait de remplacer ces industries par d'autres productions destinées au marché intérieur, on provoquerait non pas une crise, mais un désastre aussi terrible que celui que nous avons connu pendant la dernière guerre. D'aucuns disent: exportons le plus possible, importons le moins possible, comme si l'on

par J. FONTAINE

peut vendre sans acheter! L'objection courante, l'objection principale faite à la liberté des échanges, c'est le danger que ferait courir à notre économie la libre entrée des marchandises étrangères sur notre marché. Serons de près cette critique pas des exemples pris sur le vif.

Dans un grand quotidien de Provençaux de Lyon », un journaliste de talent, Mme Marcelle Ségat, vantait le grand mérite des producteurs de riz de la Camargue qui, aidés par des subventions publiques sont arrivés à une production telle qu'elle permet à la France de se passer de l'étranger pour son ravitaillement en riz. Mais voilà: ce que ne dit pas Marcelle Ségat c'est que ce riz est vendu bien plus cher aux consommateurs français que le riz de provenance étrangère.

Alors, où est le bénéfice pour les ménages français et, par suite, pour notre économie? Un autre exemple aussi suggestif nous montre les progrès que fait cette croyance que l'autarcie est une étape fatale de l'évolution et que nous serons menacés par des voisins plus travailleurs, plus économes, plus sobres, ou ayant d'autres qualités que nous. Dans une petite revue très intéressante « l'Ouvrier libre » (1), un économiste Hyacinthe Dubreuil a publié, dans un langage de haute élévation morale, une étude sur les « Promesses de l'Automatisme » où l'on peut lire le passage suivant:

« Les seuls événements d'Indonésie confirmant l'apparition d'un immense phénomène social, par lequel des masses d'hommes — auprès desquels nous sommes en minorité — vont bientôt se mettre au travail et nous inonderont de leurs produits, à des prix contre lesquels nous aurons une peine extrême à lutter... L'Asiatique peut produire autant et aussi bien que nous, sans avoir nos besoins... C'est là une ombre immense qui déjà se profile à l'horizon, plus haute et plus noire que le champignon atomique. »

(Suite page 3)

L'Assistance Publique ou MARIANNE THÉNARDIER

ÉCUIDEMENT nous vivons dans un siècle de pitié sans précédent. Par pitié pour les intérêts de MM. Borgeaud, Blachette et consorts, on sacrifie une génération. Par pitié pour le sort que pourrait subir un enfant dans sa famille, Madame l'Assistance publique trouve bon de le kidnapper.

par Maurice LAISANT

Quels scrupules! Quel amour! Quel grandeur d'âme! Au reste, on sait avec quel soin et quelle surveillance cette institution place les malheureux petits qu'une insouciance précocitaire abandonne au hasard; on sait à quel milieu ils sont confiés et que, naturellement, on ne les verra jamais dans des familles paysannes où l'on exploiterait ces pauvres enfants que leur situation et leur âge devraient mettre à l'abri de tous les sévices; on sait que cette assistance publique ne tolérerait pas que des vêtements qui leur sont destinés aillent aux fils et filles légitimes, tandis que les bâtards se contenteraient des haillons.

Pour garder une telle foi et conserver de pareilles illusions, il suffit de se mettre un bandeau sur les yeux et, en ce domaine — comme en bien d'autres — pratiquer la rassurante politique de l'autruche.

Mais voilà qui ne suffit pas, l'Assistance publique ne se contente pas des victimes qu'on lui offre, il lui faut celles qu'on lui refuse.

Nous voici perdus dans le maquis de la procédure. La Justice pour une fois se montre juste. On passe outre à sa décision et le père qui réclame son enfant ne peut seulement pas l'approcher.

Un certain détail de cette affaire passe singulièrement inaperçu aux yeux de tous: Cette petite Elisabeth lrr est chez les sœurs.

Ainsi, sans souci du milieu dont il est issu, sans souci de la religion ou de l'absence de religion de ses parents, un pupille de l'Assistance publique peut être confié au catholicisme.

On me dira que par leur abandon les parents ont perdu tout droit sur leurs enfants.

Un mot s'il vous plaît: Savons-nous encore dans une nation laïque et, par respect pour la Constitution, un enfant qui lui est confié ne doit-il pas être mis à l'abri de toute propagande religieuse, quitte à lui lorsqu'il sera en âge de raisonner de choisir celle de son goût, si cela lui convient.

Sommes-nous gouvernés par Rome? Cet Etat français, qui siège en fait à Alger à la merci d'une poignée de factieux, se tient-il aussi au Vatican à la solde d'une armée de jésuites?

Les castrats qui représentent la France et qui osent parler au nom de quarante millions d'hommes dont presque la moitié des électeurs s'abstient de voter et dont plus de la moitié du reste les vomit, ne conçoivent-ils leur mission que comme l'accomplissement d'une imposture?

On peut le penser lorsqu'on voit le pitoyable Coty lécher les pieds du Pape, la gauche conserver aux hommes noirs la subvention d'une loi Baranger et la République laïque française confier les petits enfants abandonnés à l'obscurantisme des hommes en soutane et des femmes en corsette.

Sommes-nous tombés si bas que tant d'abjections puissent se commettre dans l'indifférence générale?

PAUL RIVET EST MORT

PAUL RIVET, fondateur et premier directeur du Musée de l'Homme vient de mourir. La disparition de ce savant, qui fit honneur à l'intelligence, sera ressentie par tous les hommes libres. Socialiste de la bonne époque, Paul RIVET fut un des fondateurs du Comité de Vigilance des Intellectuels, qui devait prendre l'initiative de la riposte au putsch fasciste du 6 février. C'est sur son nom que les partis de gauche s'étaient unis en 1935 et il fut le premier représentant du Front Populaire à l'Hôtel de Ville.

L'indépendance du vieux socialiste révolutionnaire était proverbiale. Membre du Parti socialiste ou de l'Union Progressive, appartenant à de multiples organisations de gauche ou d'extrême-gauche, il n'hésita jamais à en sortir en claquant les portes lorsque les intérêts de clans, de partis ou d'individus prenaient le pas sur l'idéal de socialisme et de liberté auxquelles il fut constamment fidèle.

Le savant n'était pas moins estimable que le politique. Créateur de l'école ethnographique, il laisse une œuvre essentielle sur le peuplement des continents, et spécialement du continent américain.

Il avait, il y a quelques années, mené une lutte vigoureuse pour ce qui avait fait exilure du Parti socialiste S.F.I.O., et à cette époque, j'avais eu l'occasion d'avoir avec lui de fréquents contacts. Malade, peut-être désenchanté depuis un couple d'années, il vivait en marge de cette vie sociale à laquelle il avait été mêlé pendant quarante ans. On peut supposer que le caractère nationaliste, dans le plus mauvais sens du terme et théoriquement qu'ont prises les révoltes des peuples arabes, avait accéléré la retraite du vieux Militant anticolonialiste, au rationalisme intransigent.

Paul Rivet était le dernier de ces grands universitaires qui, depuis l'Affaire Dreyfus, ont su se passionner pour la justice. Nous ne reverrons plus sa mince silhouette dressée à une tribune de meeting populaire, mais nous garderons de lui le souvenir d'un homme de cœur et d'un homme de bien.

M. J.



ORIENTATION PROFESSIONNELLE

CES vers de Booz endormi chantent dans notre mémoire: « La terre, où l'homme errait sous la tente, inquiet — Des empreintes de pas de géants qu'il voyait — Était encore mouillée et molle du déluge... »

Ce sont en effet les pieds de géants qui ont laissé leurs traces dans la grotte du Moustier, en Périgord.

Enoi des savants... Car l'homme du Moustier était petit et trapu. Or, il existait sur le littoral atlantique une race géante qui utilisait des outils de silex, bien qu'il n'y eût pas de silex sur la côte.

Hypothèse vraisemblable: les géants des plages venaient en Périgord chercher l'outillage fabriqué par les hommes du Moustier. Cette explication de M. Vidal, conservateur de la grotte, n'est pas téméraire. N'a-t-on

pas trouvé en Scandinavie des outils préhistoriques originaires de Touraine?

Non seulement les échanges humains remontent loin avant l'histoire, mais la spécialisation, la répartition du travail, se perdent dans la nuit des temps.

L'évolution historique n'a fait que l'accroître. De nos jours, elles sont arrivées au stade suprême. On ne saurait concevoir qu'un pêcheur en mer soit aussi tisserand; qu'un maçon soit également cultivateur, ni qu'un mécanicien soit en même temps professeur de piano.

Chaque métier est devenu une spécialité. Sauf toutefois le métier de soldat. Des qu'un jeune homme a vingt ans, on estime qu'il a la vocation, et oust! à la caserne, et au casse-pipe.

Aucun gouvernement n'oblige chaque citoyen à être fabricant de nougat, tourneur sur métaux, photographe ou violoniste... Ou député... Mais beaucoup de gouvernements exigent de chaque individu qu'il soit soldat.

Il faut croire que le métier militaire est à la portée de tous. Qui veut y échapper est jeté en prison.

Et l'on prétend que l'orientation professionnelle se préoccupe avant tout des aptitudes des géants des plages venaient en Périgord chercher l'outillage fabriqué par les hommes du Moustier.

P.-V. BERTHIER.

les échanges libres

L'UNITÉ SYNDICALE EST-ELLE SOUHAITABLE OU POSSIBLE ?

Tendances organisées ou fractions asservies ?

L'UNITÉ syndicale ne se réalisera que par la démocratie syndicale. Heureuse formule !... Nous avons eu tort dans le passé de mépriser la démocratie... tort d'accorder au substantif l'épithète bourgeoise. Car il y a contradiction dans les termes.

Un Etat bourgeois reposant sur les privilèges de classe ne peut être démocratique, par définition. La même contradiction fondamentale se retrouve dans l'expression « démocratie populaire ou démocratie socialiste », appliquée à des régimes totalitaires. Admettre des privilèges de Parti, un monopole pour un Parti, c'est miner la base fondamentale de la démocratie.

Même si par une opération de contrainte plus impérative que d'origine idéologique, on amène à une C.C.P. dissociée en 1947, notre Fédération autonome de l'Education Nationale qui a maintenu son unité, malgré l'organisation des tendances, où grâce à cette organisation...

par Roger HAGNAUER

dances de l'individu. Relevons d'ailleurs une confusion fréquente. Certains libéraux parlent volontiers du respect des minorités qui doit limiter les droits des majorités. Mais une minorité voulant devenir majorité ne réclame que la liberté qui la mènera au Pouvoir. Et si elle a perdu l'espoir de retourner le sens du fleuve, elle s'isole dans un sectarisme plus oppressif que l'autorité étatique. Une véritable démocratie se juge à l'étendue des libertés et des possibilités des individus et surtout de ceux qui s'isolent par occasion de toute majorité permanente.

Je ne me tiens pas dans l'abstrait. Ces mes propos sur la démocratie politique s'ajustent parfaitement à la démocratie syndicale. On veut nous faire admettre a priori que celle-ci dépend de la libre organisation des tendances. Il est évident que l'interdiction de celle-ci consacre l'omnipotence des bureaux syndicaux. Mais l'institution — au sens propre du mot — des tendances n'aboutit trop souvent qu'à superposer deux disciplines, qu'à substituer à une contrainte que l'action ne justifie pas souvent une autre

pas d'organisation de partis... avec les agents d'un Pouvoir qui a dépassé l'hittlerisme dans l'asservissement de l'être humain et dans le massacre des révolutionnaires. P.S. — Cet article envoyé trop tard au M.L. date de plus d'un mois. Il y aurait certes beaucoup plus à dire aujourd'hui. Il y aurait aussi à demander à l'ami Lapeyre, l'un des trois promoteurs de la campagne d'unité, si celle-ci doit se prolonger par la solennelle réception des représentants des syndicats soviétiques, c'est-à-dire d'agents des dictateurs de Moscou ?

Exemple entre mille. Possible que l'on s'agite au sein du Parti. Mais les opposants ne peuvent se manifester extérieurement que par une rupture complète avec le Parti.

Il ne s'agit donc pas de répéter qu'il y a des millions de travailleurs qui votent pour les communistes, lors d'assemblées syndicales ou d'élections politiques — et qu'on ne peut les exclure de la classe ouvrière.

Personne n'y pense. Chacun de nous doit méditer sur les moyens de leur libération. Mais ce ne sont pas ces travailleurs que vous rencontrez dans les pourparlers unitaires. Ce sont les robots qui pensent par le Parti et n'agissent que pour le Parti. Et l'unité réalisée à la Fédération autonome aboutit à ce paradoxe épouvantable : que les éducateurs les plus généreux, les révolutionnaires les plus sincères, collaborent — appa-

Les bouffons

(Suite de la page 1)

gérie « française », l'Italie et l'Espagne ! Projet grandiose qui n'a, jusqu'ici, soutenu l'enthousiasme que de la presse franquiste.

Lors, sermonné par M. Bons Offices américain, le teneur de Saint-Chamond se précipite aux basques de ses amis indépendants pour calmer leur ire patriotique et belliqueuse.

Alors, on se fait journaux, mais on ne poursuit qu'en emprisonne, mais on ne juge pas ; on vote des crédits pour la guerre « pacificatrice », mais en les camouflant dans des « comptes spéciaux » ; on foudroie Bourgeois de menaces verbales sur la place publique tout en causant avec lui dans les coulisses ; on envoie des renforts en Algérie, mais en petit nombre, pour ne pas effaroucher nos alliés.

Ainsi, on cherche à faire une paix à la savante en faisant une guerre au rabais. Un pas en avant, un pas en arrière : les bouffons dansent sur la corde raide. Ce n'est pas amusant. Et ce le sera encore moins lorsqu'ils se casseront la figure sur le sable importé, avec quelques gouttes de pétrole, de ce Sahara que le national-socialiste Max Lejeune ?

Maurice FAYOLLE

UN SALE COUP SE PRÉPARE TRAVAILLEURS, VIGILANCE !

Le problème de l'exercice du droit de grève retient à l'attention. Des grèves ! Toujours des grèves ! C'est toujours emmerdant ; d'autant que le droit de grève est une conquête déjà ancienne des travailleurs organisés et qu'il ne saurait être — encore — question de revenir sur le principe inscrit dans la Constitution de 1946 comme l'un des droits fondamentaux des citoyens de ce pays de France et de Navarre. Aussi la meilleure réglementation de la grève paraît être sa prévention par des mesures tendant à réaliser avant le déclenchement d'une grève une conciliation ou une caracature d'arbitrage.

Ce qui a pour effet de faire prendre à tous les juristes de la « Sociale » de Gêche et de Droite leur plus belle plume pour poser la question d'une révision du droit de grève. Tous leurs galimatias emphatiques n'ayant au fond qu'une conclusion, à savoir : seules seront légales les grèves déclenchées après que les procédures de conciliation, de médiation et d'arbitrage auront été sagement respectées.

Or, le droit de grève n'a pas été octroyé par la Constitution promulguée le 27 octobre 1956 ; il est un

droit naturel de l'homme. Outre un acte de légitime défense des exploités contre ceux qui les grugent ; la grève est un acte de guerre sociale, un recours à la force qu'il est difficile d'enfermer dans des règles édictées par les lois sclérérées. Aussi d'aucuns s'efforcent-ils injustement de donner au droit de grève une nature juridique catégorisée, et ce, afin d'obtenir plus aisément une réglementation adéquate destinée à prévenir la grève pour mieux la combattre ; voire de la rendre illécite, en faisant rager la grève ou ratelier des armes prohibées.

Et à M. le Président du Conseil économique — un certain Roche Emile, pour ne point le nommer — d'écrire : « Faisons donc ces lois, réglementons la grève. Car il s'agit plus efficace, plus libéral, et aussi plus conforme aux intérêts des fonctionnaires et à leurs droits, de délimiter clairement les fonctions et les secteurs dans lesquels la grève serait interdite... » On ne saurait être plus clair en matière de sens d'orientation d'une réforme entreprise sur le thème : « Il faut réglementer le droit de grève dans les Services publics. »

Pour le moment donc il n'est guère question du droit de grève dans son ensemble, et pour cause ; mais il ne fait pas de doute que toute atteinte à ce droit le menace tout entier. Le condamne à jamais. Car le droit de grève caduc dans les Services publics, le sera inévitablement par la suite dans l'industrie privée.

Un sale coup se prépare ; TRAVAILLEURS, VIGILANCE !

NOTRE-DAME DE LOURDES

LAURENT TAILHADE fouaillait, de sa verve magnifique en son article de la Raison, les hystériques et les escrocs qui vont par trains de bétail à la « grotte de Madame Paillason ». Il s'agissait de Lourdes. Quel rapport entre l'immaculée conception et Paillason ? Auraient-elles eu la même grotte ? Précisément oui, et l'affaire est historique ; que les gazettes des tribunaux Madame Paillason était la belle chonolatière de Lourdes. Toute la garnison du fort achalandait sa boutique et même sa personne. Si bien qu'un jour, quelque ciel rouge l'emporta dans le creux d'un rocher au bord du Gave. Bernadette Soubirou, bergère idiote, tomba sur le couple en ramassant du bois. Une pensée pieuse vint aussitôt à la Paillason de l'armée. Ses dessous étaient en désordre ; elle les releva sur sa tête, majestueusement bleus, roses, tricolores enfin et proféra : « Merveilleux est le grand ressort de toutes les Religions. Rien n'est si fortement cor que ce qui est incroyable. L'évêque Synesius a dit, et il s'y connaissait, qu'il fallait des miracles au peuple, à quelque prix que ce fut, et qu'on ne pouvait le conduire autrement. »

M. T.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

DU 23 FÉVRIER AU 22 MARS

Rebours, 200 ; Saïé, 100 ; Mateu, 500 ; Boulogne, 140 ; Labourer, 40 ; Berrie, 140 ; X. 140 ; Dupuis, 500 ; Latard, 140 ; Colton, 140 ; Charlier, 40 ; Long, 140 ; Saïé, 245 ; Marc, 100 ; Chevrou, 500 ; ...

Abonnement au « Monde Libertaire » : 12 numéros :

360 fr. pour la France et 400 fr. pour l'étranger

NOM (1)

Prénoms

Adresse

A expédier à : VINCEY, Le Monde Libertaire, 3, rue Ternaux — PARIS

(1) Le nom en majuscules. — C.C.P. PARIS 10.569-77

RECRUTEZ DES ABONNÉS. — FAITES CIRCULER NOTRE JOURNAL - VERSEZ A LA SOUSCRIPTION

MAMAME, LA FRANCE S'EN FOUT

UNE récente émission de Radio-Luxembourg, intitulée « Dix millions d'auditeurs », a donné lieu à l'interview d'une brave dame de Reims, dont le fils est tombé en Algérie. Rapatrié, le corps a été inhumé avec tous les honneurs officiels, discours et flonflons, sans oublier les larmes des crocodiles officiels qui sont de mise en pareille circonstance.

Quelques jours après, la famille eut la désagréable surprise de se voir réclamer les frais d'obèques, majorés d'un supplément pour le drap mortuaire tricolore. Mieux, un délai impératif lui a été imparté pour régler la facture, à peine de poursuites judiciaires.

par E. NICOL

Outrée de cette prétention exorbitante, la maman, avec beaucoup de courage, est venue devant le micro crier son indignation et son refus de payer, arguant que c'est la France qui lui est redevable.

On ne peut que vous féliciter, Madame, de vos paroles courageuses et empreintes de dignité. Je consens volontiers votre immense chagrin et j'y compatis très sincèrement. Je partage votre douleur immarcescible parce que je sais qu'avec le cadavre de votre cher enfant, votre raison de vivre, votre cœur déchiré et beaucoup de vous-même s'en sont allés vers la tombe.

Néanmoins, avec toute la déférence et le respect que je vous dois, permettez-moi, madame, de détruire vos illusions. Vous avez encore la candeur de croire aux messages officiels et vous faites confiance à la France. Vous vous leurrez, Madame !

Et d'abord, de quelle France s'agit-il ? De la France éternelle autant qu'officielle ? De ceux qui sont censés la représenter et parler en son nom ? C'est-à-dire la France des profiteurs, des mercantis et autres B.O.F., des gros colons pétardiens, des gougnafiers, de la bande à Bordeaux et consorts ? Quel, vous avez pensé sérieusement que cette France-là pourrait descendre jusqu'à vous plaindre et prendre en mains votre noble cause ? Voyez, elle vous a déjà couvert de gloire, de cette gloire couleur de sang... Cette France-là, madame, il n'est que des matricules anonymes qui, par où de force, doivent entrer dans la carrière où leurs aînés ne sont plus. Pour cette France-là, le chiffre des morts s'inscrit au compte « pertes et profits » tout simplement. Quant aux frais d'obèques, il est tout naturel qu'ils soient laissés à la charge des familles. Le maintien de l'Algérie française est à ce prix. Et c'est ainsi qu'un ancien et futur ministre a pu déclarer sentencieusement, sous les applaudissements : « Dans l'Algérie, la jeunesse de notre pays n'aurait plus d'avenir ». Cet homme parlait au nom de la France, madame.

Mais il y a tout de même l'autre France, direz-vous, Ah oui, celle des anciens combattants décorés et patentes, celle des gagne-petit, des contribuables, des pères de famille nombreuse et des bidasses de demain. C'est en effet cette France-là qui se devrait de vous entendre et de faire cesser une turberie imbécille et inutile, si elle avait encore son libre examen et conscience de son rôle. Chloroformée, abruti par la presse, la radio, le cinéma, le sport, asservie, frappée d'engourdissement cérébral, elle subit toutes les avaries sans broncher, elle est muette, sourde et aveugle, indifférente à son sort. Elle ne peut plus vous entendre. Son attention est tellement accaparée par la Loterie Nationale, l'élection de la reine d'un jour, le trousseau du prince Albert de Monaco, le classement de son équipe, le Tour de France, le vainqueur du grand prix, de la rouelle de veau ou du trophée Pernod, les défilés de mi-carême, les bandes dessinées et les aventures de Tintin, l'augmentation des allocations familiales, qu'elle n'a plus le temps de réfléchir ni de s'attarder à des problèmes mineurs dont sa liberté et sa vie dépendent. Ne pas chercher à comprendre, telle est sa règle d'or. Alors, elle se frotte éperdument de tout ce qui lui semble par trop complexe et c'est pour elle attend, sans impatience ni trop d'inquiétude, la fin du dernier quart d'heure de la pacification, sans en mesurer les larmes et le prix. A fortiori, celui d'un drap mortuaire...

Vous n'en croyez rien, madame ? Pourtant, dix millions d'auditeurs et sans doute davantage, ont entendu votre interview émuante qui aurait dû donner lieu à un soulèvement de la conscience populaire. En avez-vous perçu les échos ? Car enfin, ça se saurait, non ?

A TOUS NOS AMIS ET PARTICULIEREMENT A NOS CAMARADES ABONNÉS

DEPUIS le premier numéro du « M. L. » partis avec presque rien, nous avons pu assurer tout d'abord une parution régulière, puis lancer notre journal dans toute la France par l'entremise des kiosques et librairies et enfin dernièrement créer la Maison des Anarchistes 3, rue Ternaux, avec son service de vente de librairie et de disques. Tous nos camarades ne se rendent pas toujours bien compte des difficultés financières que nous avons rencontrées, du travail considérable accompli bénévolement pour arriver à ces résultats. Or, si nous nous adressons et faisons appel à nos camarades abonnés, c'est parce qu'ils représentent la base d'un journal comme le nôtre, leur assiduité nous prouve que nous sommes dans la bonne voie, que nos efforts ne sont pas vains. Dans notre dernier numéro, nous avons demandé à tous nos abonnés de ne pas retarder le renouvellement de leur abonnement. Cet appel a été entendu par beaucoup, mais, hélas ! pas par tous, quelques-uns d'entre eux ont des mois, voire des années de retard. Est-ce trop vous demander, camarades qui recevez le « M. L. » chez vous, d'être assez conscients pour passer dix minutes à la Poste, et nous faire l'envoi du règlement de vos journaux reçus et à venir. La négligence de nos amis pourrait nous être fatale, car notre équilibre financier repose sur peu de chose. Il nous faut payer notre imprimerie et nous avons fait en sorte de pratiquer un prix de vente et d'abonnement minimum pour les temps actuels. Nous comptons donc sur vous, car nous ne pouvons supposer que vous recevez votre journal et que vous estimiez que celui-ci peut se faire sans bourse délier. (Four tout changement d'adresse joindre 30 fr. en timbres-poste)

PRÈS DE NOUS

ASNIÈRES. — Groupe Anarchiste : Salle du Centre administratif (deuxième et quatrième étages). MAISONNES-ALFORT ET ENVIRONS. — Groupe Anarchiste, réunion chaque vendredi, Renouveau au siège, 3, rue Ternaux, Paris (11^e). LYON. — Groupe Durutti : permanence tous les samedis, de 17 à 19 heures, Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnot, Lyon (8^e). RENNES. — Groupe Anarchiste : permanence tous les samedis, de 19 à 20 h. 30, 13, rue du Mémorial, Rennes.

Mercredi 9 avril, à 21 h. à Toulouse 17, rue de Rémusat Réunion publique avec Aristide LEPEYRE Sujet : Cent ans de mystère Lourdes ou l'illusion LES AMIS DU MONDE LIBERTAIRE. — Pour tout renseignement ou adhésion, écrire à J.-C. Kremer, 12, rue de Vincennes, Montreuil (Seine).

LIBRAIRIE

Table listing various books and authors under the heading 'LIBRAIRIE'. Includes titles like 'L'HOLLERBECKE', 'L'ENTANT AU ROYAUME DES IMAGES', 'L'ESCHLOSSBERG', 'HISTOIRE - SYNDICALISME QUESTIONS OUVRIÈRES', 'LE MONDE NOUVEAU', 'L'ÉTHIQUE DU SYNDICALISME', 'L'HOMME ET LA RACE', 'L'ÉTHIQUE DU SOCIALISME MONDIAL', 'MAURICE DOMMANÈT', 'HISTOIRE DU 1^{er} MAI', 'L'ÉTHIQUE DU SOCIALISME MONDIAL', 'PAUL ROBIN', 'RÉFLEXIONS SUR LA PÉRIODE CAPITALISTE', 'MILOVAN DJILAS', 'GABRIEL GIROUD', 'JACQUES LONDON', 'GERARD DE LACAZE-DUTHIERS', 'MALRAUX', 'HENRY POULAILLE', 'LE PAÏN QUOTIDIEN', 'PAIN DE SOLIDARITÉ', 'LES FEMMES DE LA TERRE', 'CE QUE JE CROIS', 'VICTOR SERGE', 'GEORGES ORWELL', 'L'AFFAIRE TOULAY', 'DESTIN D'UNE RÉVOLUTION', 'LES ÉCRIVAINS DE LA TERRE', 'ALAIN SERGENT', 'UN ANARCHISTE DE LA BELLE ÉPOQUE', 'SILVONE', 'LE GRAND SAUVEUR', 'PAIN ET VIN', 'LES BACHES DE LA TERRE', 'EN UN COMBAT DOUTÉUX', 'S. TCHAKOVINE', 'LE VIOL DES FOULES (Le parfait débauché)', 'TOUSTOI', 'JEAN VIALATOUX', 'LES VALLES', 'L'ENFANT', 'L'INSURGÉ', 'LE PROSCRIT', 'DOCTEURS THÈRESE ET GUY VALOT', 'W. WOODCOCK, AVAKUMOVITCH', 'VIGNE D'OSTON', 'BOHTEPIERS CH. AUG.', 'G. DE LACAZE-DUTHIERS', 'HENRY RYNER', 'JOLIVET', 'LA CHANSON FRANÇAISE', 'DEWALHEM', 'ALLEG', 'TEMOIGNAGES - ROMANS ET DIVERS', 'ANDRÉ BRETON', 'COLLECTION RATIONALISTE', 'PROSPER ALFARIC', 'MARCEL LICHTENBERG', 'L'HOMME SANS DOGME', 'UNE DISCUSSION SUR L'ORIGINE DE LA VIE, par quatre professeurs anglais', 'LES JOURNÉES DE LA SOLIDARITÉ', 'PROUDHON', 'RASSIER', 'VOLINE', 'COLLECTION RATIONALISTE', 'PROSPER ALFARIC', 'MARCEL LICHTENBERG', 'L'HOMME SANS DOGME', 'UNE DISCUSSION SUR L'ORIGINE DE LA VIE, par quatre professeurs anglais'.

PALAIS de la MUTUALITÉ

24, rue Saint-Victor — PARIS V^e GALA ANNUEL C. N. T. SOLI au profit de sa caisse de secours DIMANCHE 13 AVRIL à 14 h. Un magnifique programme présenté par Yvonne SOLAL de l'Olympia avec Raymond ASSO et Claude VALERY Simone CHOBILLON — Paul BORDONI Léo CAMPION — MARC et ANDRÉ Simone BARTEL — Toni JIBBIN — Marie NELL — Les YARES Georges STAQUET

NOUS RAPPELONS QUE LE GALA ANNUEL DE DEFENSE DE L'HOMME

Dimanche 30 Mars 1958 à 14 heures 30 Grande Salle de la Mutualité avec la participation des meilleurs artistes de la scène et de la radio.

LES JOURNÉES DE LA SOLIDARITÉ

se tiendront salle du Musée Social, 5, rue Las-Cases, Métro : Solferino. — Le 18 avril, à 21 heures, sur la Santé. — Le 19 avril, à 21 heures, sur l'Action Sociale. — Le 20 avril, à 14 h. 30, sur Education et Spiritualité. Rappellons qu'au cours de la soirée du 18 avril prendront la parole : Louis Dupon, Maurice Laisant, Welhoff, Gaston Leval.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués Le directeur de la publication : Maurice LAISANT Impr. du Courrier du Commerce, 60, rue René-Bouanger, Paris-10^e

